

Colloque international organisé conjointement par l'ICOFOM (Comité International pour la Muséologie, membre du Conseil International des Musées), l'AMEPNC (Association des Musées et Établissements Patrimoniaux de Nouvelle-Calédonie) et l'Université de la Nouvelle-Calédonie

Nouvelle-Calédonie, 16-21 octobre 2023

Favoriser la visibilité et l'attractivité des patrimoines insulaires : un enjeu muséologique du XXI^{ème} siècle

Appel à communications

Les patrimoines insulaires sont par essence plus mobiles que ceux des espaces continentaux. Bien sûr, les îles peuvent être ces escales d'où l'on ramène des choses, mais surtout, les sociétés insulaires, par leur relatif isolement et l'indisponibilité de certaines ressources, ont eu de tout temps besoin d'échanger des biens, des denrées, des matériaux, des objets fabriqués auprès d'autres populations situées au-delà de la mer. Depuis le temps de l'ensemble culturel Lapita jusqu'aux routes commerciales de la mer Egée, en passant par les relations précolombiennes entre les îles des Antilles, la *kula* des Trobriandais popularisée par Bronislaw Malinowski, ou même les trafics maritimes de l'époque contemporaine, l'espace océanique a constitué une voie d'échange et de circulation d'éléments tant matériels qu'immatériels. Aussi, depuis des temps anciens les objets et savoirs patrimoniaux se sont déplacés, se sont dispersés et ont quitté les îles, un phénomène accentué depuis la multiplication des contacts, en particulier celui du monde occidental.

L'importance des patrimoines insulaires repose donc – au moins partiellement – sur cet éparpillement. Il convient de prendre également en compte leur rareté, puisque les populations qui en sont à l'origine étaient souvent peu nombreuses. Dans le Pacifique, plus particulièrement, les archipels ont subi de plein fouet les chocs épidémiques liés au contact occidental, plus tard les évangélisations et les politiques coloniales, celles-ci étant à la fois responsables de la minimisation/négation de la culture insulaire et de la captation de ses artefacts les plus précieux, les plus sacrés, les plus reconnaissables. Avec le déplacement de patrimoines matériels, ce sont aussi les savoirs et patrimoines immatériels qui ont pu disparaître. Les périodes coloniales et missionnaires ont aussi contribué à cloisonner en territoires distincts ce qui était autrefois un continent d'eau, ou plutôt une *Sea of islands*, selon l'expression de l'écrivain et anthropologue fidjien d'origine tongienne 'Epeli Hau'ofa. Ce fractionnement a concouru à donner l'image d'une division et d'un isolement des patrimoines insulaires.

La mise en place des sociétés coloniales dans ces « confettis d'empire » a en outre favorisé l'émergence de nouveaux « objets patrimoniaux » : *curios*, articles de traite,

productions artistiques ou d'arts décoratifs d'inspiration occidentale, arts graphiques, patrimoines militaires ou religieux, ou encore épaves. La patrimonialisation – ou le statut – de ces objets, témoins culturels et historiques, interroge toujours aujourd'hui les populations insulaires. Ces exemples illustrent la pluralité des patrimoines insulaires, la complexité de leur histoire et les enjeux que peut recouvrir leur valorisation contemporaine.

À ces difficultés, s'ajoutent de nouvelles menaces, à commencer par le changement climatique qui se concrétise par la montée des eaux et le risque de disparition prochaine de certaines îles, dans l'océan Pacifique notamment. Les patrimoines immatériels (langues, savoir-faire, savoirs, etc.), aujourd'hui maintenus par une oralité en danger, sont aussi touchés par des questions de conservation et de transmission. Alors que la décennie des langues autochtones vient d'être proclamée par l'Unesco (2022-2032), comment faire face à ces problématiques ?

Ces enjeux ont des impacts sur la muséologie, pensée ici à la fois en termes de pratiques muséales et de théories relatives au musée en tant qu'institution. Comment favoriser l'attractivité et la visibilité des patrimoines insulaires ? Comment les musées peuvent-ils contribuer à conserver, à transmettre et, surtout, à valoriser ces patrimoines à des échelles tant locales que globales ? En effet, l'éparpillement géographique n'est pas ici à comprendre exclusivement entre les « pays »/ îles, car il constitue un enjeu local au sein d'un même archipel ou d'une même île. Par exemple, les problèmes de réseaux, de connexion (routes, accessibilités, internet, médias, etc.) reflètent aussi une forme de mise en danger des patrimoines insulaires, face à des moyens qui sont souvent concentrés sur des capitales ou des zones urbaines.

Axes proposés

La question – en contexte muséologique – des patrimoines insulaires, qui s'étendent bien au-delà de l'océan Pacifique, permet l'exploration de plusieurs axes qui pourront être abordés dans les propositions de communication :

- **Celui de la transmission** : comment, pourquoi, et par l'intermédiaire de qui transmettre les connaissances, les savoirs matériels et immatériels ? Comment faciliter l'implication de la jeunesse et son éducation formelle ou informelle, quelle que soit sa communauté d'appartenance ? Quelles formes peut prendre la transmission intergénérationnelle au sein de l'institution muséale ? Quelle peut-être l'implication des acteur·rice·s du patrimoine et celle des publics ?
- **Celui de la valorisation numérique et touristique** : Comment les outils numériques peuvent-ils permettre de créer des médiations attractives et inclusives ? Dans un contexte global post-pandémie, qui a mis en évidence à la fois les fractures numériques que subissent certaines populations ou communautés et la facilitation des échanges à distance pour le reste du monde, accroître la visibilité des patrimoines insulaires est-il uniquement synonyme de numérisation ? D'autres formes de visibilité peuvent-elles être favorisées ? Par ailleurs, la visibilité des

- patrimoines insulaires est-elle inféodée au bon fonctionnement du secteur touristique ? Quels sont les enjeux économiques derrière l'exercice de visibilité ?
- **Comment mieux utiliser les particularités océaniques, dans une perspective de décolonisation de la muséologie ?** Comment ces spécificités peuvent-elles contribuer à repenser l'exposition, voire la conservation au travers d'une vision océanique/insulaire/autochtone du lien à l'objet ? L'insularité elle-même – puisque les îles et archipels fonctionnaient en réseaux vivants d'échanges et de relations – peut-elle permettre de nourrir ces réflexions ? Les perspectives océaniques peuvent-elles trouver écho auprès des pratiques et savoirs d'autres populations insulaires ou autochtones ?
 - **Comment le changement climatique – et les risques naturels – influent-ils sur les décisions patrimoniales, qu'il s'agisse de préservation de sites, d'opérations conservatoires d'urgence, de sauvegarde des patrimoines immatériels alors que certaines îles vivent des situations de déracinement et d'exode ?** De quelle manière l'amélioration de la visibilité et de l'attractivité du patrimoine insulaire peut-elle contribuer à la valorisation des atouts du patrimoine naturel et culturel, accroître le « sentiment d'appartenance » pour toutes les générations, et intégrer les savoirs locaux dans les pratiques décisionnelles pour un avenir durable ?

Cette liste est non exhaustive et les propositions de communication pourront ouvrir à d'autres thématiques (réseaux, labélisations, publications, merchandising...). Par ailleurs, ces réflexions ne sont pas propres à l'Océanie ; nous invitons les étudiant·e·s, les chercheur·se·s ainsi que les professionnel·le·s d'autres régions du monde, insulaires ou non, à partager leurs réflexions et leurs expériences. Les propositions pourront être pluridisciplinaires, d'ordre théorique ou présenter des études de cas pratiques à partir d'expériences professionnelles.

À l'issue des échanges, afin que les synthèses du symposium servent à la communauté scientifique et muséale de la Nouvelle-Calédonie et du Pacifique, une liste de recommandations sera établie.

Conditions de soumission

Les propositions de contribution doivent être envoyées avant le 30 avril 2023 à l'adresse suivante : icofom.pacifique.2023@gmail.com.

Les propositions de communication devront comporter un titre, un résumé de 250 à 300 mots maximum et la liste des auteur·rice·s. Elles pourront être rédigées en français ou en anglais, qui seront les deux langues de travail lors du colloque, qui se tiendra en Nouvelle-Calédonie.

Deux formats de communication peuvent être proposés :

- des présentations magistrales de 20 minutes maximum ;
- des discussions sous forme d'ateliers.

Merci de préciser dans le document envoyé quelle modalité est envisagée pour votre proposition de communication.

Les propositions de communication seront évaluées par un comité scientifique composé de membres de l'AMEPNC, de l'ICOFOM et de l'UNC. Les décisions d'acceptation seront transmises au plus tard le 15 juin 2023. Pour les communications acceptées, les textes, ou a

minima les appuis visuels, devront être envoyés en amont du colloque pour aider à leur traduction simultanée.

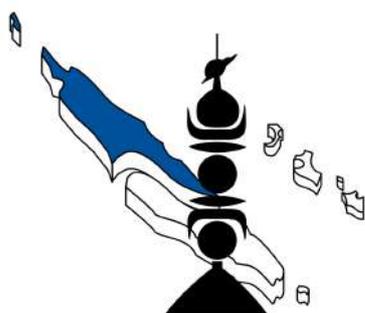
Les inscriptions pour la participation au colloque seront ouvertes jusqu'au 1er septembre 2023. La grille tarifaire d'inscription sera annoncée ultérieurement. Le colloque se tiendra sur trois jours qui seront consacrés aux présentations magistrales et à des ateliers de discussions, sur le site de l'Université de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa. Le colloque se poursuivra ensuite par des visites et des ateliers en Province Sud, en Province Nord et en Province des îles.

Plus d'informations et partenaires

ICOFOM : <https://icofom.mini.icom.museum/fr/>

AMEPNC: <https://museenouvellecaledonie.gouv.nc/le-musee/lassociation-des-musees-et-etablissements-patrimoniaux-amep>

UNC, Laboratoire TROCA : <https://troca.unc.nc/>



PROVINCE NORD

